
Die deutsch-französische Geschichte seit 1945 / **L'histoire franco-allemande depuis 1945**

Table ronde, Francfort-sur-Le-Main, 20 janvier 2012

Jean-Louis Georget



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/382>

DOI : 10.4000/ifha.382

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2012

Pagination : 34-40

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Jean-Louis Georget, « *Die deutsch-französische Geschichte seit 1945 / L'histoire franco-allemande depuis 1945* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 4 | 2012, mis en ligne le 14 février 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/382>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

©IFHA

Die deutsch-französische Geschichte seit 1945 / L'histoire franco-allemande depuis 1945

Table ronde, Francfort-sur-Le-Main, 20 janvier 2012

Jean-Louis Georget

NOTE DE L'ÉDITEUR

Rapport établi par Jean-Louis Georget

À l'occasion de la journée d'amitié franco-allemande et de la parution des tomes 10 et 11 de la collection « *Deutsch-französische Geschichte* », parue en allemand aux éditions WBG et en français aux Presses universitaires du Septentrion sous l'intitulé « Histoire franco-allemande » (voir la présentation de la série dans le présent numéro de la *Revue*), l'IFHA a invité les trois auteurs de ces ouvrages à venir présenter l'histoire la plus récente des relations franco-allemandes : Hélène Miard-Delacroix, germaniste, historienne et professeure à l'université Paris IV-Sorbonne, Corine Defrance, historienne, germaniste et chercheuse au CNRS et Ulrich Pfeil, historien, germaniste et professeur à l'université de Lorraine.

La collection est le résultat d'un long travail de réflexion sur le nécessaire renouvellement de l'historiographie globale des relations bilatérales. Depuis des siècles, la France et l'Allemagne entretiennent d'étroites relations souvent rivales, souvent conflictuelles, parfois également amicales. Ces échanges ont été cruciaux dans la construction de l'histoire européenne. La série, composée aujourd'hui de 11 volumes, s'attache à parcourir l'histoire franco-allemande depuis le haut Moyen Âge jusqu'à l'histoire la plus contemporaine. Sous l'égide et la coordination de Gudrun Gersmann et Michael Werner, l'ambition est de dépasser la traditionnelle approche des rapports diplomatiques entre les deux États pour mener une analyse de fond sur tous les aspects politiques, économiques et sociétaux entre les espaces français et allemands sur une

échelle diachronique large. Des aspects de ces relations sont mis pour la première fois en évidence : savoirs et traditions, mémoire et représentations, perceptions et réceptions. Chacun des livres de la collection a fait l'objet d'une conception réfléchie par un historien français ou allemand, l'ensemble s'adressant sans conteste à des lecteurs souhaitant avoir une réflexion approfondie sur l'histoire européenne à travers le prisme privilégié de la France et de l'Allemagne. Cette entreprise constitue un bilan exhaustif et complet des connaissances aujourd'hui disponibles dans le domaine.

La première conférence, menée de front par C. Defrance et U. Pfeil, portait de manière symbolique sur les conséquences du traité de l'Élysée signé entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer le 22 janvier 1963 à Paris. S'il a été, pour l'opinion publique, un marqueur d'une intensification du travail collectif entre les deux partenaires et de la mise en place du moteur qui a accéléré la construction européenne, tout le propos des deux intervenants a été précisément d'en relativiser subtilement la portée symbolique en le contextualisant de façon argumentée et détaillée. En effet, l'événement, comme le démontrent les deux orateurs, est inséré dans une histoire de moyenne durée et dans des enjeux économiques et sociétaux qui dépassent le simple fait diplomatique, auquel les acteurs de la vie politique résument trop souvent le propos.

La séparation entre période de guerre et d'après-guerre n'est pas aussi facile à tracer puisque la fin d'une situation de conflit ne signifie pas systématiquement la paix. La paix a été un événement processuel, puisqu'une partie de l'Allemagne occidentale, comme le rappelle C. Defrance, a été « en paix » dès le passage du Rhin par les Alliés dans les premiers mois de l'année 1945, la date du 8 mai de la même année apparaissant dès lors toute relative. De la même façon, il ne faut pas sous-estimer les échecs militaires de 1943, qui conduisirent à la guerre totale appelée de ses vœux par Goebbels et par conséquent à un rapprochement des fronts occidental et oriental, ce qui devait conduire à la situation d'après guerre. De la même manière, l'approvisionnement dans la zone d'occupation française dans l'immédiat après-guerre ne fut pas seulement la conséquence de la politique d'occupation des voisins d'outre-Rhin, mais s'explique aussi par la politique économique national-socialiste pendant la guerre. On peut également dire qu'il y eut une continuité certaine pour ce qui concerne les élites dans la période concernée.

Ayant introduit leur problématique de façon circonstanciée, les deux auteurs abordent la question de savoir quand avait réellement commencé la période d'après-guerre pour les deux sociétés, dans la mesure où il s'agissait d'une période de transition pendant laquelle il fallait résoudre les héritages du conflit passé. Ils évoquent notamment les défis démographiques, depuis celui des populations déplacées jusqu'au retour des déportés, la dénazification et l'épuration, les réparations, la reconstruction économique et matérielle, le rétablissement de la paix, la démocratisation et la consolidation démocratique, le travail sur le passé afin de paver la voie vers un retour progressif à la normalité.

Considérée ainsi, l'année 1963 n'est pas une césure et ne peut marquer réellement le terme de l'après-guerre. Le retrait d'Adenauer pourrait apparaître comme un moment plus déterminant, puisque deux ans plus tard, son successeur Ludwig Erhard annonçait dans sa déclaration gouvernementale du 10 novembre 1965 la fin de ladite période. Mais pour la RDA, la construction du mur de Berlin n'est-elle pas le véritable acte fondateur ? Le traité ne constitue pas plus la marque d'une accélération en termes d'intégration européenne, mais une réaction aux plans de Fouchet d'une union

politique européenne. Enfin, il ne représente pas plus une avancée décisive pour la guerre froide, pour laquelle la crise de Berlin de 1961 ou celle de Cuba en 1962 sont plus déterminantes.

Vues ainsi, les relations franco-allemandes après 1945 peuvent se comprendre comme une partie d'un système pluridimensionnel de coordonnées, qui apparaît davantage comme la conséquence du conflit entre l'Est et l'Ouest, sans lequel l'intégration européenne est difficilement envisageable. Ce qui a le plus changé est l'appréhension territoriale et les représentations de l'État dans l'immédiat après-guerre : C. DeFrance et U. Pfeil ont souligné l'effondrement de l'État national en Allemagne dans le sillage du conflit, et l'impossibilité pour la France et la Grande-Bretagne de tenir leur rang de grandes puissances, puisque les États-Unis avaient la volonté d'affirmer leur domination, contrairement au splendide isolement qui avait prévalu en 1918. Malgré tous les bouleversements, on ne peut pas parler d'une époque nouvelle pour l'Europe, et en particulier pour ce qui concerne la France et l'Allemagne, le conflit entre l'Est et l'Ouest apparaissant bien plus comme un rejeton de l'entre-deux-guerres qui avait perdu de sa virulence dans la coalition qui s'était formée contre l'Allemagne nazie. Tandis que des mécanismes de pacification se mettaient en place à l'intérieur des blocs qui se cristallisaient, se développait une culture agressive d'une guerre tacite dont la limite fut dessinée par l'équilibre de la terreur au plan nucléaire.

C'est sur cet arrière-plan revisité que les deux auteurs ont abordé le développement économique à partir de 1950, qui est entré linguistiquement dans la mémoire collective sous la forme d'expressions très marquantes, que ce soient les « Trente glorieuses » du côté français ou le « miracle économique » pour la partie allemande. Les deux historiens montrent dans leur exposé que cette évolution sociétale et culturelle concomitante a été la clé qui a permis aux deux nations d'amorcer le mouvement qui les a conduits de l'état relativement récent, puisqu'il datait du conflit de 1870, d'ennemis héréditaires à l'entente élémentaire. La liaison entre histoire sociale et sociétale et histoire politique est apparue pendant tout l'exposé, n'étant que le reflet d'un ouvrage qui marque un tournant pour l'historiographie de cette époque par sa précision et sa force de conviction. En ceci, le traité de l'Élysée de janvier 1963 se présente moins comme le commencement d'une entente franco-allemande étroite que comme l'achèvement d'une histoire qui débuta d'abord au sein des deux sociétés et dans l'entrecroisement des deux économies. Les deux auteurs ont souligné combien la coopération politique a été déterminée au début des années 1950 par l'interaction mutuelle qui existait déjà sur les autres plans évoqués. Naturellement, les deux orateurs se sont bien gardés de parler d'un primat de la société ou de l'économie face à la diplomatie. Sur la base de leur thèse convaincante, les deux historiens ont montré comment, au XXe siècle, les décisions politiques n'ont jamais pu être prises sans fondement sociétal solide, mais ont également souligné la manière dont cette imbrication sociétale avait besoin d'institutions politiques pour perdurer. Les marques symboliques de cet entrecroisement entre les différents plans sont ancrées dans l'imagerie d'Épinal : ce furent le rapprochement des façons de vivre et l'apparition d'une culture de masse, qui s'étendit plus vite en Allemagne qu'en France. Les congés payés et le raccourcissement du temps de travail conduisirent à des convergences, notamment dans la gestion du temps libre et dans l'apparition du tourisme de masse. Très vite, les 2CV de Citroën et les coccinelles de Volkswagen sillonnèrent les routes des vacances, les automobiles françaises plutôt dans leur propre pays tandis que les véhicules allemands se dirigeaient vers la Bavière ou encore l'Italie. La télévision

contribua ensuite à parachever la démocratisation et l'uniformisation des sociétés, qui prospérèrent l'une et l'autre jusqu'à l'orée des années 1970.

H. Miard-Delacroix, dans un second temps, a exploré la période qui va du traité de l'Élysée jusqu'à nos jours. La singularité de la relation sur la période qu'elle traite est sa force symbolique, son audace toujours renouvelée, mais surtout l'immense défi pour l'historienne qu'elle est de traiter une contemporanéité aussi proche. En effet, l'immanence du présent n'est qu'une illusion, les faits vieillissant vite sans pourtant entrer dans l'histoire. Le lecteur, qui est aussi le témoin de son époque, a tendance à mêler sa propre appréhension des faits au regard du scientifique, exerçant de ce fait un esprit critique acéré vis-à-vis de son contemporain. Le choix des faits peut lui sembler plus arbitraire que ne serait celui d'un médiéviste qui s'adresserait au même public, la composante personnelle et affective en étant absente.

La chercheuse explicite sa méthode. La thématique centrale du livre consiste à mettre en exergue les points de contact entre Français et Allemands, où les jonctions sociétales et les liens culturels et humains deviennent visibles en se cristallisant. Pour ce faire, l'oratrice souligne l'importance de l'histoire croisée, qui s'interroge sur les interactions et les transferts multiples qui peuvent exister entre les États et les sociétés sur les plans politique, économique ou culturel. La théorie, développée par Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, trouve ici pleinement son sens, puisque qu'H. Miard-Delacroix en fait une utilisation subtile au plan empirique. L'auteure, dans son intervention, ne laisse percevoir aucune hésitation sur le fait que les relations politiques restent structurantes pour comprendre les relations entre les voisins français et allemands. La professeure de la Sorbonne commence en évoquant elle aussi le document signé entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer, atténuant son propos par le fait que la portée réelle de l'acte reste bien en deçà de la volonté de ses initiateurs. Elle attribue le fait aux mauvaises relations qui s'instaurèrent entre le président français et Ludwig Erhard après le départ du chancelier rhénan. De la même façon, Paris vit d'un mauvais œil la mise en place de l'*Ostpolitik* au milieu des années 1960, alors que Bonn s'irritait de la mauvaise volonté du général envers une politique plus offensive d'intégration européenne. Ce sont les années 1970 qui apportèrent toute leur signification au traité, dans la mesure où Français et Allemands prirent en charge la situation inédite dans laquelle les plaçait l'abandon du système de Bretton-Woods par les Américains. De la même manière, la professeure de la Sorbonne prend une position nuancée vis-à-vis de l'action de François Mitterrand au moment de la réunification, réaffirmant qu'il ne s'y était pas opposé et qu'il ne l'avait pas non plus empêchée. Il s'était simplement inquiété du rythme qu'avaient pris les événements, soucieux des conséquences qu'ils pouvaient avoir sur la stabilité européenne, notamment celle de l'Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev. C'est pour cela qu'il avait agi de manière ambiguë, l'historienne traitant par ailleurs avec soin dans son propos les relations qu'avait pu entretenir la France avec la RDA dans cette période troublée. Jamais l'État est-allemand ne parvint à mettre en cause la relation privilégiée que la France avait entretenue jusqu'alors avec la République fédérale d'Allemagne. La question a soulevé dans le public des débats passionnés, suscitant une intervention très documentée de Jean-Claude Tribolet, consul général de France à Francfort-sur-le-Main, qui avait vécu en tant qu'attaché de presse à l'ambassade d'Allemagne ces événements majeurs pour l'avenir de l'Europe.

Dans un deuxième temps, la professeure de la Sorbonne revient sur un certain nombre de problèmes particuliers de la relation franco-allemande. L'année 1968 et le terrorisme jouent dans l'un et l'autre des pays un rôle important dans leur évolution.

H. Miard-Delacroix montre pourtant les dissonances qui peuvent exister malgré l'effet miroir. L'un de ces aspects est le rôle du parti communiste, parfaitement intégré dans le paysage politique et médiatique français et jouant un rôle fondamentalement structurant pour les communes périphériques, alors qu'il était naturellement banni dans la partie occidentale de l'Allemagne. En effet, la division du pays le rendait extérieurement omniprésent. De la même façon, il est difficile de comparer les années de plomb du terrorisme allemand avec l'épiphénomène que joua un mouvement comme Action directe. Mais ce regard biaisé joue aussi pour les cultures du souvenir, qu'il s'agisse des débats approfondis des Allemands vis-à-vis du nazisme ou de l'introspection longtemps repoussée des Français vis-à-vis de la période de Vichy ou de la guerre d'Algérie, des débats sur des valeurs sociétales comme l'interruption de grossesse ou sur le rôle des médias dénoncé avec vigueur dès les années 70 par des écrivains comme Heinrich Böll. On pourrait aussi évoquer plus près de nous les questions attenantes à l'identité nationale. Pourtant, comme le souligne la chercheuse, le moteur se ressoude au-delà des disparités sociétales dès qu'il s'agit de faire avancer la cause européenne.

Hélène Miard-Delacroix est naturellement parfaitement consciente qu'une telle synthèse laisse en suspens un certain nombre de sujets, ne serait-ce que parce que les archives pléthoriques et pas toujours accessibles ne peuvent être exploitées dans leur intégralité par une seule personne. Néanmoins, la conférence sait rendre compte d'une période somme toute compliquée sans relation conflictuelle forte, mais suffisamment riche en événements pour que sa narration en soit extrêmement risquée et complexe. En effet, des sujets abordés comme les crises énergétiques, les révolutions technologiques ou encore les inégalités croissantes ont des prolongements actuels qui ne cessent d'ébranler les fondements démocratiques qui s'étaient consolidés dans les années décrites au cours de l'intervention à propos de l'ouvrage concerné. Cependant, comme le souligne avec pertinence l'oratrice, il ne faut pas exagérer les côtés les plus sombres de la période traitée. L'histoire le prouve : il est difficile aujourd'hui de séparer dans l'imaginaire collectif, qu'il soit européen ou extra européen, les deux partenaires qui fonctionnent comme un moteur pour l'intégration du continent et comme un paradigme partout admiré, malgré ses nombreuses querelles occasionnelles, d'une réconciliation parfaitement réussie.